nommé 18 cardinaux, 6 italiens et 12 étrangers, par conséquent la composition du Sacré-Collège se trouve modifiée et nous offrira 34 cardinaux italiens contre 30 cardinaux étrangers. Les Italiens auraient encore la majorité; mais il faut se rappeler la loi des conclaves par laquelle l'élection n'est valide que si elle réunit les deux tiers des votants. Dans l'es-pèce, les deux tiers sur 64 cardinaux, serait de 44 cardinaux. Et voici ce qui effraie les politiciens italiens, ceux qui ne voient dans l'Eglise qu'un *instrumentum regni*. Si les cardinaux étrangers, qui sont au nombre de 30 faisaient bloc, ils pourraient empêcher l'élection d'un pape italien, les cardinaux de cette nation ne suffisant point à lui assurer les deux tiers des votes. Pour l'obtenir, ils se trouveraient dans l'obligation d'appeler à leur secours des cardinaux étrangers.

— Ces personnes sont trop disposées à transporter dans le sein du Sacré-Collège ce qui est le propre des Parlements. Qu'il y ait eu dans l'histoire des conclaves de ces compétitions, de ces points de vue humains, c'est un fait regrettable, sans doute, mais qui trouvait sa justification, tout au moins son excuse, dans le fait du pouvoir temporel du Saint-Siège, qui semblait naturellement demander un pape italien, d'abord, puis un pape qui ne fût point opposé aux divers états catholiques dont les intérêts temporels auraient pu se trouver gênés ou entravés par la nomination d'un cardinal hostile. Mais ces questions, qui avaient abouti pratiquement à l'usage de l'exclusive ou droit de *veto*, n'existent plus aujourd'hui. Les cardinaux réunis en conclave ne se posent devant Dieu et leur conscience qu'une seule question : quel est le cardinal qui pourra le mieux gouverner l'Eglise de Dieu dans la sainteté et la justice ? La question de nationalité n'existe plus, parce qu'elle n'a pratiquement aucune importance religieuse, et par